

Programme des

Médias
numériques

2009-2010



Canadian Television Fund
Fonds canadien de télévision

TABLE DES MATIÈRES

1	Présentation du Fonds canadien de télévision	2
2	Fonctionnement du Programme des médias numériques	3
2.1	Introduction	3
2.2	Nature de la participation financière	3
2.3	Montant de la participation financière	3
2.3.1	Contribution du FCT	3
2.3.2	Dépenses admissibles	3
3	Admissibilité au financement	4
3.1	Requérants admissibles	4
3.1.1	Sociétés de production	4
3.1.2	Télédiffuseurs, EDR, FSI ou sociétés de production affiliées à une société de télécommunication	4
3.2	Projets admissibles	5
3.2.1	Contenu canadien	5
3.2.2	Contenu non admissible	5
3.2.3	Propriété et contrôle canadiens	5
3.2.4	Exigences diverses	6
3.2.5	Lettre d'intérêt du télédiffuseur	6
4.	Conformité et déclarations	7
4.1	Présentation des documents	7
4.2	Non-conformité	7
4.3	Fausse déclaration	7
5.	Présentation des demandes	8

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants :

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et par commodité aux requérants (tels que définis à la [section 3.1](#)) qui déposent une demande auprès du Fonds canadien de télévision (FCT). Ils fournissent un aperçu des objectifs du FCT et de son administration ainsi que des renseignements sur ses pratiques administratives habituelles. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FCT.

Le FCT administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FCT prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ces Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FCT au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FCT en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs et/ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FCT commence le 1er avril et se termine le 31 mars.

Remarque : Ces Principes directeurs du FCT peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour sur ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Web du FCT au www.ctf-fct.ca.

1 PRÉSENTATION DU FONDS CANADIEN DE TÉLÉVISION

Dans le cadre de la télédiffusion et de la télévision traditionnelles, le FCT participe financièrement à un grand nombre d'émissions typiquement et distinctement canadiennes qui reflètent la culture, les histoires et les thèmes canadiens. Les projets appuyés par le FCT doivent être entrepris par des sociétés canadiennes, contrôlées par des Canadiens, qui exercent le contrôle financier et créatif des productions - du développement à la production jusqu'à la distribution et la télédiffusion. Leurs droits sous-jacents doivent être détenus et développés de façon significative par des Canadiens.

Avec le Programme des médias numériques, le FCT cherche à élargir son financement aux projets de « nouveaux médias » numériques qui entrent dans le mandat du FCT. Les objectifs du Programme sont d'appuyer les projets de médias numériques canadiens produits par des Canadiens pour les auditoires canadiens afin d'améliorer l'expérience vécue par les auditoires de toutes les plateformes et d'accroître la présence du Canada dans des nouvelles plateformes.

Le FCT veut également favoriser une relation de travail productive entre le FCT et les industries de la production, de la télédiffusion ainsi que des nouveaux médias, médias numériques et médias interactifs tout en maximisant l'efficacité et le rendement de l'administration des services du FCT.

Le FCT est un fonds de programmation culturelle. Il n'appuie ni les productions « industrielles », ni les productions de « services étrangers », ni celles contrôlées par des entités étrangères.

2 FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DES MÉDIAS NUMÉRIQUES

2.1 Introduction

Le Programme des médias numériques appuie les projets des médias numériques canadiens associés aux productions télévisuelles appuyées par le FCT. Le FCT accordera un financement aux projets admissibles (voir la [section 3.2](#)) dans le cadre du programme des médias numériques sur la base du premier arrivé, premier servi, jusqu'à épuisement des fonds disponibles.

Conformément aux exigences de l'Entente de contribution du FCT avec le ministère du Patrimoine canadien, une part de 37 % du Programme des médias numériques est réservée pour les projets des nouveaux médias détenant une lettre d'intérêt (voir section 3.2.5) de Radio-Canada/CBC. Une part de 10 % de l'allocation aux projets en langue française dans le cadre du Programme des médias numériques est réservée aux requérants qui répondent aux exigences de la [section 3.1](#) des Principes directeurs du volet des Projets en langue française à l'extérieur du Québec 2009-2010, telles qu'elles s'appliquent au contexte de nouveaux médias (allocation des PLFEQ).

Afin d'être financé à partir du Programme des nouveaux médias numériques, un projet doit respecter tous les critères d'admissibilité de ces principes directeurs.

2.2 Nature de la participation financière

Les demandes retenues obtiendront un financement sous forme d'une subvention.

2.3 Montant de la participation financière

2.3.1 Contribution du FCT

Le FCT peut allouer à un projet admissible un montant ne dépassant pas les dépenses admissibles (voir la [section 2.3.2](#)) du projet, moins le financement provenant d'autres sources, jusqu'à concurrence du montant de contribution maximale.

La contribution maximale du Programme des médias numériques s'élève à 200 000 \$, ou 50 % des dépenses admissibles du projet, soit le montant le moins élevé.

Dans le cas de coproductions internationales, la contribution maximale du FCT sera calculée en fonction du moindre des coûts admissibles suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du budget global et les dépenses admissibles de la part canadienne des coûts finaux globaux.

2.3.2 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le budget du projet ou le rapport final de coûts d'un projet, selon les cas (incluant les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent toutes les dépenses considérées nécessaires par le FCT, moins toutes les dépenses considérées excessives, gonflées ou déraisonnables par le FCT. Une évaluation des dépenses admissibles du projet sera effectuée à l'entière discrétion du FCT.

Les dépenses admissibles du Programme des médias numériques n'incluent pas les coûts principalement liés au développement, au marketing ou à la publicité.

Les dépenses admissibles peuvent inclure au moment de la budgétisation des frais de maintenance et d'amélioration du projet relatifs à une période pouvant aller jusqu'à 12 mois après le lancement du projet nouveaux médias.

Les dépenses payées avant le 1^{er} avril 2009 ne constituent pas des dépenses admissibles.

3 ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

3.1 Requérants admissibles

Les requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et l'exploitation du projet des nouveaux médias numériques; les entreprises de services qui ne détiennent pas les droits pertinents ne sont pas admissibles à un financement dans le cadre du programme des médias numériques.

3.1.1 Sociétés de production

Pour être admissible au soutien financier du FCT, le Requérant* doit être une société sous contrôle canadien en vertu des sections 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*, et son siège social doit être situé au Canada. Lorsqu'il évalue l'admissibilité d'un requérant, le FCT peut tenir compte d'autres facteurs, dont les suivants :

- ▶ le requérant exerce ses activités au Canada;
- ▶ la stabilité financière du requérant (exception faite des nouvelles sociétés de production sans société mère établie); et
- ▶ la principale activité du requérant est la production télévisuelle/cinématographique ou la production numérique, interactive ou de nouveaux médias.

Les télédiffuseurs, les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR), les fournisseurs de services Internet (FSI) et les sociétés de télécommunication (Telco) ne sont pas des requérants admissibles; le FCT n'appuie pas la production « interne ».

*Aux fins de l'application de ces Principes directeurs, le terme « requérant » englobe et décrit tout co-requérant et/ou sociétés apparentées, selon le cas.

3.1.2 Télédiffuseurs, EDR, FSI ou sociétés de production affiliées à une société de télécommunication

Pour être admissible au financement du FCT, une société de production, telle que définie dans la [section 3.1.1](#) ci-dessus, qui est affiliée à un télédiffuseur, des EDR, sociétés de télécommunication, ou FSI canadiens doit obligatoirement respecter les critères suivants :

- ▶ elle doit être une entité constituée en société distincte qui mène ses activités indépendamment des activités des télédiffuseurs, EDR, FSI ou sociétés de télécommunications auxquels elle est affiliée; et
- ▶ elle ne peut pas être affiliée à un télédiffuseur, des EDR, sociétés de télécommunication, ou FSI canadiens financés par l'État.

Le FCT utilisera la définition « d'affilié » au sens de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

3.2 Projets admissibles

Un projet admissible est un projet qui respecte tous les critères de la [section 3.2](#) et de toutes ses sous-sections. Dans le cas des séries ou de versions ou formes multiples de contenu, chaque épisode, version ou forme devra respecter ces exigences. Le FCT a un pouvoir discrétionnaire et peut déterminer si un projet est conforme ou non à ces exigences; l'interprétation du FCT prévaudra.

Un projet admissible dans le cadre du Programme des médias numériques est un projet audiovisuel, multimédia ou interactif qui :

- a. est associé à une production télévisuelle* appuyée par le FCT;
- b. accroît l'expérience vécue par le téléspectateur de cette production télévisuelle; et
- c. est offerte au public canadien au moyen d'un réseau numérique incluant Internet et la téléphonie mobile.

*Pour être admissible, un projet nouveaux médias doit être associé à un projet télévision qui a reçu le financement du FCT à l'étape de la *production*.

3.2.1 Contenu canadien

Un projet admissible doit remplir les critères suivants :

- a. Ses droits sous-jacents sont détenus et développés de façon significative par des Canadiens.
- b. Il est produit au Canada et au moins 75 % de ses dépenses admissibles sont des dépenses canadiennes; et
- c. Son contenu est destiné principalement à un auditoire canadien.

Les coproductions internationales sont admissibles quand il existe un degré acceptable de propriété et de contrôle canadiens.

3.2.2 Contenu non admissible

Voici une liste non exhaustive des types de contenu non admissibles à un soutien financier dans le cadre du Programme des médias numériques : sites web contenant essentiellement du texte ou des images fixes sans élément audiovisuel, multimédia ou interactif; projets industriels, d'entreprises ou principalement promotionnels; projets éducatifs structurés ou axés sur un programme d'études; projets de jeux autonomes visant comme premier marché des salles de jeux électroniques (arcades), des consoles et des ordinateurs personnels; projets présentés sur cédéroms ou DVD-Rom autonomes et logiciels d'application et d'exploitation.

Un projet composé principalement de contenu existant réutilisé sur de nouvelles plateformes (comme la diffusion ou transmission en ligne d'émissions télévisuelles existantes) ne constitue pas un projet admissible.

3.2.3 Propriété et contrôle canadiens

Un projet admissible doit remplir les critères suivants* :

- a. le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;

- b. le projet est financièrement contrôlé par des citoyens canadiens ou par des résidents permanents;
- c. le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production et tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés par une société de production canadienne dès le début; un projet auparavant produit à l'interne par un télédiffuseur est admissible au soutien financier du FCT si le requérant est une société indépendante de production qui contrôle entièrement les différents aspects du projet;
- d. d'une façon générale, un particulier, une entité ou toute entité non canadienne liée au projet ne peut pas fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances sur distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e. le requérant doit conserver et exercer tous les droits de contrôle ou d'approbation habituellement réservés au producteur. Ces derniers incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et financiers, la distribution et l'exploitation de la production, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables et normaux généralement exigés par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens; et
- f. le requérant doit détenir tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production et à la distribution du projet de médias numériques au Canada et à l'étranger et il doit également conserver un intérêt financier permanent dans le projet.

*Ces critères doivent être interprétés afin de permettre à des coproductions internationales d'accéder au financement du FCT quand il existe un degré acceptable de propriété et de contrôle canadiens.

3.2.4 Exigences diverses

Un projet admissible doit :

- a. Le cas échéant, être conforme au *Code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs* et respecter l'ensemble des normes appuyées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment en matière de représentation équitable et de violence;
- b. Être présenté au public canadien de façon significative. Ce dernier point sera déterminé selon la nature du projet et son plan de distribution. Le FCT déterminera le respect de cette exigence au cas par cas, mais de façon générale, s'il n'existe pas de plan acceptable de distribution ou d'exploitation sur lequel il peut fonder sa décision, le FCT considérera comme significative la présentation du projet au public canadien pendant au moins trois mois simultanément avec la première diffusion de l'émission de télévision associée; et
- c. Être financé à 100 % au moment de la demande (incluant le financement du FCT). Les investissements des producteurs et les différés ne peuvent pas constituer plus de 15 % du financement total du projet.

3.2.5 Lettre d'intérêt du télédiffuseur

Un projet admissible doit détenir une lettre d'intérêt d'un télédiffuseur canadien indiquant le soutien du télédiffuseur pour le projet de média numérique et son engagement financier au projet, le cas échéant.

4. CONFORMITÉ ET DÉCLARATIONS

4.1 Présentation des documents

Les requérants sont responsables de l'acheminement de leurs demandes au FCT; ils doivent s'assurer que le FCT a reçu tous les documents pertinents et veiller à la mise à jour des documents après un changement important. Le FCT peut exiger d'autres documents et renseignements pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation terminée, pour compléter ses rapports d'analyse. Dans le cadre de l'étude et de l'évaluation d'un projet, le FCT se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels initiaux soumis par le requérant.

4.2 Non-conformité

Si un requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FCT peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet du requérant et exiger le remboursement de toute somme consentie au requérant.

4.3 Fausse déclaration

Les conséquences liées à la déclaration de faux renseignements ou à l'omission d'informations importantes dans une demande ou à son sujet peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- ▶ Le projet actuel peut devenir inadmissible à un financement;
- ▶ Les productions ultérieures peuvent être inadmissibles à un financement;
- ▶ Le requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties à titre d'avance;
- ▶ Le requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FCT). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

5. PRÉSENTATION DES DEMANDES

Comme indiqué dans la [section 3.2 a\)](#) de ces Principes directeurs, un projet admissible doit être associé à une production télévisuelle appuyée par le FCT. À ce titre, les demandes déposées dans le cadre du programme des médias numériques peuvent être déposées après ou en même temps que la demande au FCT pour le projet télévisuel associé mais aucune demande pour le programme des médias numériques ne sera acceptée avant le dépôt d'une demande de financement complète pour le projet télévisuel.

Les Requérants admissibles ne peuvent présenter que trois projets admissibles par exercice financier.

Dates limites de dépôt des demandes

Début de la 1 ^{re} période de réception des demandes	Début de la 2 ^e période de réception des demandes	Date limite finale
Allocation : 6 millions de dollars	Allocation : 4 millions de dollars	
18 juin 2009 à 12 h (HAE)	15 octobre 2009 à 12 h (HAE)	1 ^{er} février 2010

Définitions des dates limites :

Début des périodes de réception des demandes

Tous les Requérants qui présentent une demande en vertu du Programme des médias numériques peuvent présenter leur demande à partir de la date et l'heure indiquée dans la colonne de la 1^{re} période de réception des demandes. Aucune demande ne sera acceptée avant la date et l'heure indiquées.

La première tranche de l'allocation dans le cadre du Programme des médias numériques (6 millions de dollars) sera disponible à la date de début de la 1^{re} période de réception des demandes sur la base du premier arrivé, premier servi.

Si la première tranche de l'allocation est épuisée avant la date de début de la 2^e période de réception des demandes :

- ▶ Le Programme des médias numériques prendra fin jusqu'au début de la 2^e période de réception des demandes et aucune demande ne sera acceptée avant la date et l'heure de début de la 2^e période de réception des demandes.
- ▶ La deuxième tranche de l'allocation (4 millions de dollars) sera disponible à la date de début de la 2^e période de réception des demandes sur la base du premier arrivé, premier servi jusqu'à épuisement des fonds du Programme des médias numériques ou jusqu'à la date limite finale, la première occurrence prévalant.

Si la première tranche de l'allocation n'est pas épuisée avant la date de début de la 2^e période de réception des demandes :

- ▶ La première allocation sera reconduite (c'est-à-dire ajoutée à la deuxième allocation de 4 millions de dollars) et l'allocation combinée sera disponible aux requérants présentant des demandes à la date de début de la 2^e période de réception des demandes ou après et ce, jusqu'à épuisement des fonds du Programme des médias numériques ou jusqu'à la date limite finale, la première occurrence prévalant.

L'exception à ce qui précède est que l'allocation du volet PLFEQ ne sera pas étalée sur les deux périodes ; la totalité de l'allocation dans le cadre de ce volet sera disponible au début de la 1^{re} période de réception de demandes sur la base de premier arrivé, premier servi jusqu'à épuisement des fonds ou jusqu'à la date limite finale, la première occurrence prévalant.

Le FCT doit recevoir les demandes admissibles représentant 75 % de la valeur de la 1^{re} allocation accordée à Radio-Canada/CBC (l'allocation du volet PLFEQ non comprise) avant le début de la 2^e période de réception des demandes.

Date limite finale

La date limite finale est le dernier délai pour le dépôt des demandes pour l'exercice financier.

Lieux de dépôt des demandes

L'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada administre les demandes présentées dans le cadre du Programme des médias numériques pour le compte du FCT.

Les requérants peuvent présenter leur demande de financement par l'entremise de eTelefilm, à l'adresse : www.telefilm.gc.ca.

Les requérants peuvent également présenter leur demande de financement au FCT à l'un des bureaux de Téléfilm suivants:

MONTRÉAL

360, rue Saint-Jacques, 5^e étage

Montréal (Québec) H2Y 1P5

Sans frais : 1-800-567-0890

Téléphone : (514) 283-6363

Télécopieur : (514) 283-8212

HALIFAX

1717, rue Barrington, bureau 300

Halifax, (Nouvelle-Écosse) B3J 2A4

Sans frais : 1-800-565-1773

Téléphone : (902) 426-8425

Télécopieur: (902) 426-4445

TORONTO

474, rue Bathurst, bureau 100

Toronto (Ontario) M5T 2S6

Sans frais : 1-800-463-4607

Téléphone : (416) 973-6436

Télécopieur : (416) 973-8606

VANCOUVER

609, rue Granville, bureau 410

Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5

Sans frais : 1-800-663-7771

Téléphone : (604) 666-1566

Télécopieur : (604) 666-7754

En cas de questions au sujet du statut de votre demande de financement, veuillez communiquer avec l'Unité d'affaires télévision de Téléfilm Canada au 1 800 567-0890.

En cas de questions au sujet des politiques du FCT, veuillez communiquer avec le Fonds canadien de télévision au 1 877 975-0766 ou par courriel à l'adresse suivante : fct@ctf-fct.ca.

Pour communiquer avec le Fonds canadien de télévision :

Fonds canadien de télévision

50, rue Wellington Est, 4^e étage

Toronto (Ontario) M5E 1C7

Sans frais : 1-877-975-0766

T: (416) 214-4400

F: (416) 214-4420

Pour de plus amples renseignements, des mises à jour ou pour en savoir plus sur les politiques du FCT, veuillez vous rendre au www.ctf-fct.ca.